

La Lituanie et la culture française pendant la première indépendance (1918-1940)

par Julien Gueslin

Les relations culturelles entre la Lituanie nouvelle et la France sont fortes et il est souvent d'usage, dans les manifestations ou les articles rédigés, de rappeler avec raison que ces liens s'enracinent dans un passé ancien, en particulier celui de la première indépendance¹. On rappelle alors que le français fut la première langue étrangère enseignée dans le pays, les visites d'écrivains ou d'artistes français, les expositions organisées... Cette tendance est renforcée par le fait que tout naturellement de nombreux Français lituanophiles sont amenés à s'intéresser à ce passé proche et à retrouver des traces multiples de ce passé si lointain et si proche. Mais en insérant ces événements dans une logique franco-lituanienne, en « inventant » en quelque sorte ce passé, on oublie forcément le contexte général dans lequel ceux-ci se sont produits et on est trop enclin à isoler le domaine culturel des domaines de la politique internationale, intérieure ou des évolutions sociales. On trouve certes en effet toujours après coup des individus, des familles ou des événements qui, à tout moment, attestent d'une relation, mais tout l'intérêt est de voir si ceux-ci sont reconnus ou mis en valeur par l'opinion publique, en un mot s'ils deviennent exemplaires d'un passé ou d'un présent que l'on veut façonner à l'image des valeurs et des tendances sociales du moment.

L'objet de cet article sera donc non pas de tenter un descriptif exhaustif des relations culturelles franco-lituanienues, mais d'essayer de discerner des logiques politiques et sociales qui permettront de comprendre pourquoi à certains moments la culture française prit de l'ampleur, ou fut plus ou moins instrumentalisée ; comment elle servit aussi de canal utile et « désintéressé » à la civilisation européenne (car non susceptible de nuire à l'avenir de la jeune nation lituanienne, comme on le jugeait à l'époque pour la Pologne et l'Allemagne), ou enfin comment elle permit simplement à la société lituanienne de se consolider et de se structurer. Pour étudier cette question, on distinguera plusieurs périodes chronologiques.

¹ Voir l'article *Entre illusion et aveuglement: la France face à la question lituanienne (1920-1923)*, Julien Gueslin, Cahiers Lituanienus n°2, (2001).

Les années 1918-1923

Cette période est celle des débuts difficiles du jeune État lituanien, privé de sa capitale Vilnius depuis 1920, dévasté économique et cherchant à survivre. Les élites politiques ou intellectuelles pouvant incarner l'identité nationale sont peu nombreuses et vont s'atteler à une tâche énorme, celle d'affirmer et de donner une culture nationale aux masses rurales du pays. Du fait de son appartenance à l'Empire russe, de la proximité de l'Allemagne, ce sont essentiellement dans les centres russes, allemands ou polonais qu'une grande partie de l'intelligentsia lituanienne avait trouvé une partie de sa culture. Les exilés de 1905 en Belgique, Suisse ou France, les prêtres lituaniens envoyés dans les séminaires occidentaux (Fribourg, Louvain ou Rome) entrent cependant en contact avec la civilisation française. Deux hommes politiques majeurs de la période, Augustinas Voldemaras et Ernestas Galvanauskas, sont mariés ainsi à des Françaises. Mais ces contacts ne pourront alors servir de jalon pour le développement de l'influence culturelle française tant l'incompréhension est grande au niveau politique. Complètement inconnue de l'opinion française et découverte à travers le biais de l'alliance avec la Pologne, la soudaine apparition de la nation lituanienne apparaît au pire comme une machination allemande. Elle aurait été destinée à empêcher le retour de l'union polono-lituanienne d'antan, si utile à la politique générale française comme contrepoids à l'Est à l'influence allemande. Au mieux ce nouveau État serait une utopie agitée par quelques intellectuels abusant la population de leur pays.

Du côté lituanien, l'espoir de voir une France défendre l'application intégrale du droit des peuples s'estompe face aux souvenirs de l'allié du pouvoir tsariste et, désormais, des « impérialistes polonais ». Il faut attendre décembre 1922 pour que la Lituanie soit reconnue juridiquement grâce à un premier travail de rapprochement entamé par Galvanauskas lors de son arrivée au pouvoir. Or, alors que le refus lituanien de nouer quelque rapport que ce soit avec la Pologne irrite le pouvoir français, l'invasion lituanienne du territoire de Memel (Klaipėda) sous administration française et la mort de plusieurs soldats français achève de maintenir un fossé entre les deux nations².

Il n'est donc pas étonnant que, si des « lycées français » sont créés à Tallinn et Riga, rien ne se fasse à Kaunas. Même si l'ignorance et les moyens limités freinent aussi considérablement l'action française en Estonie et en Lettonie, il n'en reste pas moins que l'engagement francophile des élites et le rôle joué

² Voir également à ce sujet l'article *Les Français à Klaipėda/Memel 1920-1923*, Bernard Jusserand, Cahiers Lituaniens n°8, 11 (2007).

par certains baltophiles français favorisent le début d'une politique culturelle française sur place. Ce n'est pas le cas à Kaunas où la France se montre réticente à toute initiative, tant la Lituanie paraît encore à ses yeux comme un État en suspens. Du côté lituanien, Paris fait figure à tort ou à raison de cheval de Troie de l'influence polonaise, d'où une relative abstention, malgré l'action de quelques hommes politiques et d'intellectuels.

De 1923 à la fin des années vingt

Malgré les tentatives occidentales de parvenir à des négociations, la politique extérieure de la Lituanie reste inchangée : ne rien faire qui puisse consacrer à quelque niveau que ce soit la reconnaissance de l'emprise polonaise sur Vilnius (appelée Vilna par les Français). La Lituanie contre toute pression polonaise ou occidentale en s'appuyant sur le soutien (inconfortable) de l'Allemagne et de l'Union soviétique. Cependant, le recentrage de la politique française après 1925 (traité de Locarno), avec le rapprochement avec l'Allemagne et la politique de Briand en faveur de la Société des Nations, contribue à redonner un certain rayonnement à la France. Le dynamisme culturel et économique de la France dans la seconde moitié des années vingt renforce celui-ci. Elle incarne l'espoir d'un ordre international nouveau. De plus, il est clair que la dimension rurale et catholique de la France joue un rôle fondamental dans l'attrait que peut avoir la culture française. Beaucoup de francophiles se recrutent parmi les prêtres et les jeunes militants des mouvements de jeunesse catholiques.

D'autre part, à partir du milieu des années vingt, l'État lituanien commence à consolider de plus en plus ses assises et à se développer progressivement au niveau économique. Les élites cherchent absolument à s'intégrer à la civilisation occidentale et à faire disparaître l'idée prégnante à l'Ouest d'un pays sous-développé. Pour beaucoup en Occident la Lituanie aurait des mœurs « asiatiques » et se trouverait en dehors de l'Europe telle qu'on se l'imagine à l'époque (l'ancienne Prusse orientale et Königsberg constituent alors pour beaucoup la frontière de l'Europe). Il faut donc créer un appareil d'État occidental et, dans tous les domaines, utiliser les normes occidentales comme « patron » pour tisser une Lituanie nouvelle et ancrée à l'Ouest.

Chaque puissance européenne a ses points forts : il devient incontournable pour les jeunes Litoniens de maîtriser la culture française pour la diplomatie, l'armée, le droit, les arts, les travaux publics et bien d'autres domaines. Avec l'anglais, la connaissance du français devient peu à peu un atout décisif permettant, dès leur retour en Lituanie, d'accéder à un emploi ou à une position sociale importante. Beaucoup de jeunes officiers de toutes les armes sont envoyés dans des écoles militaires françaises correspondantes pour substituer aux vieilles tactiques russes les règlements et les méthodes françai-

ses. Le ministre français Ristelhueber signale combien désormais il est facile, contrairement au début des années vingt, de s'exprimer en français dans les bureaux du ministère des affaires étrangères lituanien.

Le soutien de l'État lituanien par des bourses, la dévalorisation du franc (celle du « franc Poincaré » de 1926, concomitante à la fin de la dépréciation du mark allemand), tout comme une politique migratoire française plus souple accélèrent le mouvement considérablement : en 1927, 349 étudiants lituaniens étudient dans les universités françaises, ce qui est important compte tenu de la taille du pays. Certes, parmi tous ces étudiants, on en trouve beaucoup, essentiellement d'origine juive ou russe qui, faute de perspectives dans la petite Lituanie, cherchent à immigrer en Europe occidentale (à cette époque, l'aspect économique ou social est plus décisif que l'ostacisme envers les minorités, assez limité dans le pays sauf envers les Polonais).

Il n'en reste pas moins que, de retour en Lituanie, ces « Parisiens de Kovno », comme les appelle le journal *Le Temps*, contribuent de manière essentielle à la diffusion de la culture française et cela d'autant plus que, du fait des besoins, ils accèdent rapidement à de très hauts postes de responsabilité. Ils constituent un public désireux de continuer à suivre l'actualité culturelle française à travers la presse ou les livres. De manière directe ou indirecte, ils suscitent chez ceux restés en Lituanie le désir de connaître la langue ou la culture, de se doter au moins d'un vernis culturel français leur permettant de faire bonne figure. Ils deviennent en quelque sorte des modèles pour la jeune société lituanienne qui commence à transformer peu à peu la ville de garnison russe qu'était Kovno en Kaunas, la petite métropole lituanienne et occidentale dont l'évolution si rapide stupéfait tant les Européens de passage. Au très modeste Cercle français créé en 1923 (surtout pour les quelques Français se trouvant en Lituanie) succède peu à peu une Société lituano-française qui, dès la fin des années 1920, commence des cours de français et occupe des locaux servant de cabinet de lecture et de salle de conférence.

Cette évolution est favorisée par la consolidation des relations diplomatiques qui s'opère avec la création d'une Légation française à Kaunas et la nomination de ministres (René Puaux en 1926, René Ristelhueber en 1928, puis Georges Dulong en 1935) qui, par chance, s'intéressent beaucoup au cas lituanien et deviennent des intercesseurs efficaces, et par leurs interventions à Paris et par leurs actions à Kaunas. La Société lituano-française, ainsi que les quelques librairies assurant la vente de livres français, reçoivent ainsi des subventions certes modestes, mais qui leur permettent de pallier certaines difficultés économiques et de rester sur le long terme des vitrines de la culture française.

Réciproquement, l'action d'Oscar Milosz, puis de Petras Klimas en tant

que ministres lituaniens à Paris, joue un rôle non négligeable en finançant et en soutenant l'action de publicistes ou de journalistes français qui font mieux connaître la Lituanie et ses arts et traditions populaires : en particulier l'écrivain Jean Maclère. Ce sont ces derniers qui, lors de leur venue en Lituanie, revivifient le souvenir des contacts passés et recréent une sorte de généalogie historique des rapports entre la France et la Lituanie, qui n'était pas évoquée

ou ne venait pas auparavant à la mémoire du plus grand nombre. Les souvenirs plus ou moins précis que le passage rapide de la Grande Armée a pu laisser servent ainsi à la reconstitution d'une geste napoléonienne permettant de valoriser le rôle qu'avait pu jouer (brièvement) la France dans l'émancipation lituanienne. En général, l'évocation de ces souvenirs joue aussi le rôle de « carte de visite » pour la « propagande » lituanienne en prouvant ainsi l'ancienneté des rapports et de la communauté de vue entre les deux pays.

Face à cette demande, mais aussi au fait que le pays a prouvé sa capacité à exister, il n'est pas étonnant que progressivement la France intègre peu à peu Kaunas dans les tournées baltiques d'artistes ou d'écrivains qu'elle organise. Même si le voyage reste long et coûteux (sinon difficile à rentabiliser pour les artistes, du fait du public restreint et d'un niveau de vie beaucoup plus faible qu'en Occident), la Lituanie cesse d'être considérée comme l'objet d'un périple exténuant, exotique, voire dangereux. Elle devient peu à peu une destination comme une autre en Europe centrale et orientale, où l'accueil enthousiaste du public lituanien suscite une certaine reconnaissance. Un soutien est ainsi apporté à l'organisation des manifestations franco-lituanienues et aux étudiants, artistes ou fonctionnaires voulant faire des études ou stages en France, d'où donc un renforcement de la culture française en Lituanie. Une forme de cercle vertueux s'amorce.

Au début des années trente, la culture française a trouvé sa place mais il ne faut naturellement pas exagérer son importance : celle-ci a du mal à exister au-delà de Kaunas et de la fraction occidentalisée des élites lituanienues. Même si elle est moins forte que dans les deux autres États baltes – en partie du fait de relations économiques moins intenses – l'influence de la culture anglaise rivalise de plus en plus avec la France. Il faut enfin compter avec la prégnance de l'influence allemande. Si la domination allemande est



Un des nombreux ouvrages qui fit découvrir la Lituanie aux Français à cette époque.

redoutée, le caractère fondamental du débouché allemand dans le commerce extérieur, le dynamisme de ses centres universitaires, notamment dans les domaines scientifiques et techniques, tout comme les liens anciens existant aussi avec le catholicisme allemand ou entre les communautés juives contribuent à laisser à la culture allemande une place importante, mais dans le cadre démocratique de la République de Weimar. Il ne faudrait pas aussi oublier l'influence de l'Italie mussolinienne, qui dans bien des domaines (sans compter un certain intérêt pour ce régime politique de la part des nationalistes lituaniens) marche sur les brisées françaises et qui gagnerait à être mieux étudiée.

De 1934 à la guerre

C'est l'avènement du régime hitlérien et, pour la Lituanie, le bras de fer qui s'engage pour le port de Memel, qui constitue un véritable tournant politique. Dès 1930 et surtout 1932, le gouvernement allemand cesse de se montrer conciliant envers la Lituanie et soutient de plus en plus ouvertement les partis allemands, réclamant le retour du Territoire de Klaipėda à l'Allemagne ou une autonomie très large. Le procès de Kaunas de 1934-1935, lors duquel le gouvernement lituanien veut juger les activistes pro-allemands, est l'acmé d'une crise internationale qui fait craindre au monde une intervention armée.

Cette crise va aboutir à une évolution sensible de la politique étrangère lituanienne qui cherche un contrepoids du côté de l'URSS comme de la France, signataire de la convention de Memel et défenseur de l'ordre de Versailles. Non seulement la population juive mais aussi lituanienne se détournent, voir boycottent la culture allemande.

Profitant de l'évolution antérieure, mais aussi des réalités politiques d'alors, le français s'impose comme première langue étrangère (à l'automne 1937). Dans le cadre de l'affirmation de l'Entente baltique, le français peut apparaître, en concurrence avec l'anglais, comme une langue de communication idéale. De plus, le domaine culturel apparaît comme le seul domaine où les deux pays peuvent mettre en scène leur amitié. La crise économique française ne permet pas à la France de s'ouvrir aux produits agricoles lituaniens. Si ce rapprochement culturel est aussi un moyen pour le gouvernement lituanien de vouloir gagner l'opinion française à ses intérêts, la faiblesse de la politique étrangère française, tout comme l'importance stratégique réduite du pays, interdit tout engagement politique français ferme en faveur de l'indépendance lituanienne. Soutenir le développement de la culture française devient donc un des seuls moyens pour la France de prouver son amitié et de contrecarrer la peur de la puissance allemande.

De plus, la découverte des arts populaires lituaniens, notamment par la

grande exposition d'art populaire baltique au musée du Trocadéro en 1935, et l'idée que la Lituanie serait une petite nation rurale très ancienne, véritable conservatoire de traditions européennes antiques, plaisent à une certaine partie de l'opinion française et favorise un rapprochement. Si la Lituanie doit finalement accepter plus ou moins l'influence allemande et nazie à Memel et céder aux pressions économiques allemandes, le soutien au développement de la culture française est aussi un signe modeste des orientations qui sont les siennes.

Alors que les régimes autoritaires estoniens et lettons s'engagent dans une politique plutôt favorable à l'anglais, la Lituanie devient le bastion balte de la francophilie. Si un lycée français n'est pas créé, de nombreux enseignants sont envoyés comme lecteurs en Lituanie dans les établissements supérieurs et secondaires : on connaît les noms de Raymond Schmittlein ou Georges Matoré, qui feront connaître leurs souvenirs de cette période. À la fin des années trente, on trouve ainsi quatre enseignants et lecteurs à l'Université de Kaunas et quatre enseignants français dans des lycées lituaniens (lycées Aušra de Kaunas, de Mariampolė, Rokiškis et École normale de Memel). Les dons de livres et de périodiques se multiplient et la création d'un Institut français est planifiée.

L'activité de la Société lituano-française se développe considérablement : plus de 200 élèves fréquentent désormais les cours de français. La bibliothèque et le cabinet de lecture, grâce aux subventions accordées, commencent à offrir un choix très diversifié de périodiques. Des conférences et des films en langue française et lituanienne sont projetés sur les régions françaises, la vie littéraire et tous les thèmes qui peuvent être abordés par les conférenciers ou les journalistes de passage. La société aide aussi à l'envoi de professeurs lituaniens dans les cours d'été des universités de Nancy et Grenoble.

L'amitié franco-lituanienne culmina avec de grandes expositions, la commémoration en 1937 du 125^e anniversaire du passage de Napoléon, la première exposition d'art français organisée en 1939 par l'État français en Baltique ; une grande exposition de peinture lituanienne était même prévue à Paris au Jeu de Paume en 1940 ou 1941. Plusieurs députés, dont le député Gaston Riou, membre du comité France-Baltique, et des journalistes de renom se rendent alors à Kaunas pour inaugurer ces expositions. Enfin, des conférenciers célèbres à l'époque se succèdent : c'est peut-être le voyage de Jules Romains en 1938 qui laissera le souvenir le plus marquant, tant l'écrivain français se trouve alors sur l'avant-scène de la littérature européenne.

Cette évolution favorable à la culture française s'interrompt brusquement avec l'engloutissement de l'indépendance lituanienne dans les tourments de la Seconde Guerre mondiale et l'annexion soviétique. C'est peut-être le souvenir des années d'avant-guerre qui incite le régime soviétique à laisser

au français une certaine place comme langue étrangère enseignée. D'un autre côté, dans les milieux de l'exil, la culture française reste associée à la période de l'indépendance, d'autant qu'avec le temps ce furent les générations formées à la fin des années trente qui incarnent cet héritage. Cela a sans nul doute favorisé le retour, certes modeste mais très encourageant, de la culture française dans la Lituanie d'aujourd'hui.

Mais il est bon, données historiques à l'appui, de questionner cette tendance classique de notre mémoire à créer des «âges d'or», à survaloriser des périodes par rapport à d'autres qui ont été plus sombres. Il est alors intéressant de voir d'abord que cette apogée du français est bien due à des circonstances exceptionnelles, et que donc c'est peut-être la période précédente (fin des années vingt) qui peut être plus intéressante à étudier, car s'insérant dans un contexte moins dramatique où les cultures ne sont plus des armes entre régimes autoritaires. Enfin, on voit dans ce cas précis – et c'est riche de leçons pour aujourd'hui – comment le poids d'une culture étrangère dans un État est lié à de multiples facteurs sur le long terme (grands idéaux démocratiques, catholicisme), le moyen terme (accéder à la culture européenne) ou le court terme (nécessités politiques), qui ne cessent d'agir à des degrés divers et de déboucher sur de multiples combinaisons.